

LE P.C.F. NE DOIT PAS EN RESTER LA

Pendant des années, même lorsque le Parti Socialiste ne participait pas au gouvernement le Parti Communiste Français n'a jamais fait véritablement campagne pour le Front Unique Ouvrier. La tactique du P.C.F., bien que les dirigeants s'en soient défendus à maintes reprises pouvait être considérée comme une entreprise de débauchage individuel des militants S.F.I.O. que l'on ne voulait pas considérer comme des militants disciplinés d'un Parti. Il s'agissait de dissocier les militants de leur Parti auxquels on ne s'adressait pas en tant que tel : En fait, dans le meilleur des cas, on s'adressait tantôt à une Fédération, tantôt au groupe parlementaire, et cela sans lendemain. Nous avons répété à maintes reprises qu'il fallait s'adresser à tous les échelons du Parti Socialiste ; que, dans ce cas seulement, les militants S.F.I.O. seraient convaincus que l'on ne cherche pas à « plumer la volaille » que le courant unitaire se renforçant ainsi, mettrait en difficulté ceux des dirigeants socialistes qui se refusent à l'Unité. Les propositions aux différents échelons, y compris au Comité Directeur, facilitent le développement de l'unité à la base et réciproquement. Nous ajoutons que la direction du P.C.F., engagée dans le cours de l'union avec tous les bons français, redoute qu'une véritable politique de Front Unique n'incommodât les éventuels alliés bourgeois qui n'ont pas d'ailleurs tenu compte de la « sagesse » du Parti Communiste Français. Les accords de Paris sont ratifiés, la loi d'urgence est votée, et le gouvernement et le patronat ont pu se permettre de poser à la classe ouvrière les lapins d'Octobre et d'Avril. Le P.C.F. porte une lourde responsabilité dans la facilité, relative d'ailleurs, avec laquelle la bourgeoisie française peut manœuvrer.

Le 11 Mars 1955, Jacques Duclos adressait au groupe socialiste de l'Assemblée Nationale, une proposition pour établir et défendre en commun à l'Assemblée un texte portant suppression des abattements de zones et relèvement du salaire minimum garanti. Un mois après, le 14 Avril 1955, le Bureau Politique du Parti Communiste Français proposait au Comité Directeur du Parti Socialiste l'unité d'action contre la fabrication des bombes atomiques. Le Bureau Politique demandait aux Fédérations, aux Sections de s'adresser à l'échelon correspondant du Parti Socialiste. Enfin pour le deuxième tour des élections cantonales, le P.C.F. a proposé le désistement réciproque des deux partis pour battre la réaction. Nous saluons dans ces initiatives les premiers pas qui pourraient aller en direction d'une politique de front unique ouvrier que nous n'avons jamais cessé de préconiser dans les colonnes de ce journal.

Les résultats du second tour prouvent que la classe ouvrière attendait de la part du P.C.F. cette initiative : le nombre de voix pour le candidat de l'unité est souvent supérieur à celui obtenu au premier tour par les deux Partis.

Nous parlons de premiers pas. En effet il faut attendre encore pour savoir si le P.C.F. va se lancer dans une politique de Front Unique. Il y aurait d'ailleurs bien des observations et critiques à faire sur les dernières initiatives du P.C.F. : Aucun effort n'a été fait pour populariser la lettre de Jacques Duclos à Edouard Depreux alors que les murs de toutes les communes de France étaient recouvertes, tout récemment encore, pour annoncer que le P.C.F. était prêt à s'allier à « qui que ce soit » (1).

D'autre part, les élections du 2^e tour doivent être une manifestation de classe; le problème était et est d'empêcher la victoire d'un candidat bourgeois quelqu'il soit : pourquoi alors ne se désister que sous condition d'un programme ? Là où le candidat socialiste arrivait en premier, il fallait se désister pour lui sans condition.

Les lecteurs de l'Humanité ont pris connaissance d'un texte du P.C.F. dont ils n'auront pas manqué de relever cette phrase :

« Le mouvement (vers l'unité) va en se développant jusqu'à devenir irrésistible et imposera une politique de progrès social et de paix que tout le pays attend. » (Humanité du 23 Avril.)

Pour que ce pronostic se réalise le plus vite possible, le P.C.F. doit ouvrir, après les premiers pas qu'il a faits, une campagne pour le Front Unique en direction du Parti Socialiste, en faisant à tous les échelons des propositions répétées pour obtenir satisfaction des revendications, contre l'état d'urgence et le colonialisme, contre les préparatifs de guerre impérialiste en Europe et en Asie.

Tout accord partiel crée des conditions favorables pour conclure un accord plus général. François Billoux, dans l'Humanité du 16 avril 1955 écrivait : « Mais en attendant que l'accord se fasse sur un programme général, pourquoi ne pas réaliser et organiser au fur et à mesure l'action commune sur chaque question où l'entente est immédiatement possible. »

C'est une vue erronée. Il faut donner, en faisant des propositions programmatiques, la perspective de nouvelles élections et d'un gouvernement P.C.F.-P.S. Avec quel enthousiasme serait accueillie une telle politique. Mais pour cela la direction du Parti Communiste français doit déclarer sans ambiguïté que la dénonciation des accords impérialistes (Pacte Atlantique, U.E.O.) ne signifieront pas l'entrée de la France dans une autre coalition militaire envers laquelle les militants S.F.I.O. montrent de la méfiance. Ce programme est acceptable pour les deux partis et constituerait un pacte d'unité pour les ministres au gouvernement. Dans le pays, le P.C.F. pourrait développer sa propagande pour la défense de l'U.R.S.S., de la Chine Populaire, du Nord Vietnam, des démocraties populaires qui sont des conquêtes du mouvement ouvrier. Que cette indépendance vis-à-vis des conditions militaires soit possible, les pourparlers relatifs au traité d'Etat autrichien le montrent. Mais en France, comme les derniers événements le prouvent, la bourgeoisie ne peut diriger qu'en exploitant les travailleurs et en préparant la guerre impérialiste.

La situation sociale et la politique extérieure sont indissolublement liées. On ne peut changer la politique extérieure et ensuite la situation sociale comme le prétend Maurice Thorez. Au contraire, c'est le changement dans le régime social qui est la condition du changement dans la politique extérieure. Seul en est capable un gouvernement P.C.F.-P.S. appliquant un programme anti-capitaliste.

R. MERLIN.

(1) C'est seulement envers le P.S. qui est un parti ouvrier et non envers des partis bourgeois si « gauche » soient-ils que se pose la politique de front unique et les désistements électoraux.

Berthe JOLY



Le 13 avril est décédée à Lyon notre camarade Berthe JOLY, à l'âge de 64 ans.

Née à St-Claude, fille d'un ouvrier sculpteur sur pipes, elle travailla de très bonne heure dans cette industrie locale. A l'âge de 15 ans, elle participa à une grande grève qui dura plusieurs mois et se termina par une défaite. Chaque ouvrier dut écrire : lu et approuvé, et signer au bas des conditions qui furent imposées aux travailleurs vaincus. Berthe signa : lu et désapprouvé, et fut renvoyée. Elle continua à militer à St-Claude notamment pendant la guerre de 1914-18, soutenant la minorité kienthalienne et le journal « la Vague ». En 1920, elle se fixa à Lyon, devint membre du syndicat des diamantaires, et, en 1922, adhéra au Parti communiste. Elle ne cessa de militer, que ce soit à Lyon ou, au cours de nombreux séjours, imposés par sa santé fragile, dans les sanatoriums. Elle fut responsable nationale de la Fédération des blessés du poumon, candidate du P.C. à Lyon aux élections législatives de 1924, afin de poser à l'époque la question du droit de vote pour les femmes. Elle fut une des premières oppositionnelles exclue du P.C. en 1928, elle participa à l'organisation du mouvement trotskyste autour de « La Vérité » dès 1929, et ne cessa depuis lors d'appartenir au mouvement trotskyste.

Elle poursuivit le combat infatigablement à Lyon. Dans les années 1934-35, elle organisa un mouvement de femmes contre la guerre. Ni l'âge ni la maladie n'eurent raison d'elle, jusqu'à ce qu'un très grave accident - il y a environ 4 ans - l'obligea à vivre une grande partie de l'année à la campagne. Elle ne cessa jamais de suivre nos efforts ; elle resta attachée à notre organisation de toute la puissance de ses convictions qu'elle manifestait encore, à la veille de sa mort, dans un « testament » où elle réaffirmait ses idées révolutionnaires et athées.

C'est une grande militante, une grande conscience révolutionnaire, qui disparaît. Son souvenir est célébré aujourd'hui par un petit nombre de camarades. Ils le transmettront et, demain, le nom de Berthe JOLY sera honoré par le prolétariat de Lyon comme celui d'un des pionniers du communisme et de la IV^e Internationale.

Où en est la jeunesse travailleuse ?

Le 5^e Congrès de l'U.J.R.F. s'est tenu le mois dernier. Peu après paraissait, sous le titre de « L'Avant-Garde » un assez surprenant magazine, fortement inspiré quant à sa forme des hebdomadaires du type « à sensation », et quant au fond très peu axé sur les problèmes vitaux de la jeunesse actuelle. Que se passe-t-il donc ?

En lançant sa nouvelle formule la rédaction de « L'Avant-Garde » rappelle que ce journal existe depuis 34 ans.

De « L'Avant-Garde » de la guerre du Rif à « L'Avant-Garde » de la guerre de

l'Aurès, la jeunesse de ce pays s'est-elle transformée au point de ne se passionner maintenant presque exclusivement que pour le ski ou les clubs de patinette ?

Ou bien à une jeunesse qui est toujours « la flamme de la révolution » les organisations ouvrières refusent-elles d'apporter la perspective révolutionnaire à laquelle elle aspire toujours ?

C'est ce problème que nous examinerons à partir de notre numéro de juin dans une série d'articles consacrés aux problèmes de la jeunesse.